

Ils prétendaient débusquer les armes de destruction de masse ?

Ce sont eux qui ont utilisé le napalm et l'uranium appauvri contre la population d'Irak !

Ils promettaient la démocratie en Irak ?

C'est sous haute surveillance que le gouvernement irakien applique les décisions prises par l'occupant !

Ils parlaient de défense des droits humains ?

Ce sont les Conventions de Genève qu'ils violent tous les jours
à Guantanamo, à Abou Ghraïb et dans les cieux d'Europe !

3 ans après: il faut qu'ils s'en aillent, dehors!

Le 18 mars, à l'appel du Forum social mondial, des syndicats et associations de femmes d'Irak, des mouvements anti-guerre des USA et de Grande Bretagne, partout dans le monde des milliers de personnes défilent sous le mot d'ordre « out now ! », dehors tout de suite !

Les organisations signataires de cet appel vous invitent, toutes et tous à la

MANIFESTATION

Contre la guerre et les occupations

Samedi 18 mars 2006 à Genève, Place Neuve à 13h30

Pour le retrait immédiat des troupes d'occupation d'Irak!

Pour le retrait immédiat des forces d'occupation des territoires palestiniens et du Golan !

Pour le droit à l'autodétermination des Irakien-ne-s et des Palestinien-ne-s!

Pour obliger les agresseurs à payer des réparations de guerre et la décontamination du sol irakien!

Pour protester contre la déstabilisation ultérieure de la région que représentent les menaces contre l'Iran et la Syrie!

Pour le respect du droit international humanitaire et son application à tous les prisonniers, y compris ceux de Guantanamo; interdiction d'utilisation du sol et de l'espace aériens européens pour les transferts de captifs de la CIA! Fermeture, ainsi que le demandent les experts de l'ONU, de la prison-Goulag de Guantanamo !

Pour le retrait des troupes d'occupation de l'Afghanistan et la fermeture de toutes les bases US en Asie Centrale!

Pour le démantèlement des bases US en Amérique latine et le retrait des troupes d'occupation d'Haïti!

Pour le soutien au mouvement contre la guerre en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

**L'ONU reconnaît à toutes les nations le droit à la résistance contre l'occupant:
ce droit vaut aussi pour les Irakien-ne-s et les Palestinien-ne-s!**

Cette manifestation pacifique est organisée par la Coalition genevoise contre la guerre et le collectif anti-guerre du Canton de Vaud
Soutenue par: Attac, Collectif Urgence Palestine Genève, Neuchâtel et Vaud, Donde Estan ?, GSsA, Les Verts (Genève, Vaud et La Côte), Mouvement pour le socialisme, SolidaritéS, Syndicat des services publics, UNIA Genève, SIT-Syndicat interprofessionnel des travailleurs-euses, Association des amis du MRAP, Comité bolivarien de Suisse, Comité en Suisse du Parti du Socialisme et de la Liberté P-SoL (Brésil), Izquierda Unida Suisse, « Libérez les cinq », Les Communistes, Sozialistisch-Grüne Alternative Zug, ASC (Association Suisse-Cuba), Parti socialiste genevois, Femmes en Noir Genève, Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo, Parti suisse du Travail PST/POP, Jeunesses socialistes (JUSO), Cetim, Association de Solidarité avec le Nicaragua et El Salvador, MediCuba Suisse, Collectif Simon Bolivar, ADETRA, Droit Pour Tous, WCPI (Parti Communiste des Travailleurs Irakiens-Suisse), Congrès de la Liberté en Irak, Association Ez-Zeitouna, Fédération du Parti Socialiste de Haute-Savoie

Occupations, violations des droits humains, bases militaires : Menaces contre les peuples !

Officiellement, c'est pour débusquer les armes de destruction de masse que, il y a trois ans, les gouvernements des Etats-Unis et de la Grande Bretagne ont lancé leurs troupes contre l'Irak. Ces armes de destruction de masse, les troupes d'occupation ne les ont pas trouvées. Elles en ont par contre beaucoup utilisées, comme l'uranium appauvri ou le phosphore blanc dont l'usage contre des objectifs humains est interdite par les conventions de Genève.

Pour quel bilan ? Selon la revue médicale britannique *The Lancet*, **plus de 500'000 irakiennes et irakiens sont morts** des suites de la guerre et de l'occupation. A ce jour, **plus de 2'200 soldats étasuniens** ont perdu la vie, **plus de 35'000 sont revenus au pays blessés, irradiés, mutilés**. Les infrastructures de l'Irak –distribution d'eau, d'électricité, écoles et hôpitaux- ont été détruites. Aujourd'hui, d'après l'organisation gouvernementale USAid, «*Bagdad est désormais divisée en zones d'influence aux mains du crime organisé et des clans* » (*Washington Post*, 17 .01.06)

A posteriori, l'administration Bush voudrait justifier la guerre par « *l'instauration de la démocratie en Irak* ». Mais quelle « démocratie » ? Une « démocratie » sous occupation militaire dans laquelle les décisions du parlement élu ne sont valables que si elles sont reconnues par les puissances occupantes ! Une « démocratie » dans laquelle les tâches de l'armée irakienne sont fixées par le commandement anglo-étasunien !

Mais une « démocratie » aussi, fondée sur le non-respect systématique des conventions internationales : dans la prison-lager de Guantanamo, dans les villes européennes théâtres de kidnappings par la CIA des « suspects » transférés ensuite, en utilisant espace aérien et aéroports tiers, y compris celui de Cointrin, dans des pays peu regardants en matière de torture !

Une démocratie faite de troupes d'occupation qui bastonnent avec une brutalité extrême des jeunes irakiens coupables d'avoir manifesté contre l'occupation (*Téléjournal TSR*, 12.02.06) ! Une démocratie qui autorise l'arrestation par les forces d'occupation de membres de la police irakienne, comme cela s'est passé à Bassora le 24 janvier dernier (*Al Jazeera*, 24.01.06) !

Et quand des autorités élues démocratiquement, comme c'est le cas en Palestine, ne plaisent pas à ces défenseurs de la démocratie, ceux-ci refusent de reconnaître la légitimité de ce nouveau gouvernement. L'Etat colonial d'Israël empêche les nouveaux élus de se déplacer sur le territoire qu'ils sont censés gérer et il suspend le remboursement des taxes prélevées sur des produits destinés à la Cisjordanie et à Gaza, qu'il doit reverser à l'autorité palestinienne.

Aujourd'hui, devant l'insurrection généralisée en Irak, devant la montée en puissance du mouvement contre la guerre aux Etats-Unis, une partie de l'establishment étasunien envisage un retrait partiel des troupes.

Ils veulent transférer à l'armée irakienne les tâches à risque, tout en gardant la main sur la politique de frappes aériennes. C'est ce qu'ils avaient déjà fait au Vietnam après 1972 : les massacres et les destructions avaient atteint des niveaux jamais touchés auparavant.

Durant ce temps, une surenchère verbale déstabilise davantage la région : la reprise du programme nucléaire iranien pourrait devenir le prétexte pour des attaques militaires contre la population d'Iran. Principal fauteur de cette option, le gouvernement israélien continue d'ériger le mur de l'apartheid, à construire des colonies et à annexer toujours plus de terres !

De plus, l'Etat d'Israël va construire à Jérusalem un tramway qui reliera les colonies au centre-ville renforçant ainsi les liens existant entre Jérusalem-Ouest et les colonies établies dans et autour de Jérusalem-Est. Ce projet s'inscrit pleinement dans la politique visant à établir un "Grand Jérusalem" et prolonge sur le terrain les mesures illégales d'annexion et de colonisation, adoptées préalablement. Partenaire dans la construction de ce tramway, l'entreprise française Connex se rend complice d'opérations contraires au droit international. Connex est sous-traitante de lignes de bus pour les Transports Publics Genevois, dans la ville des Conventions de Genève, dont la Suisse est dépositaire !

Parallèlement, en Amérique Latine, tandis que les troupes brésiliennes occupent Haïti au nom de l'Oncle Sam, devant la montée des processus d'émancipation des peuples, en Bolivie et au Venezuela, le gouvernement des Etats-Unis renforce sa présence militaire et construit au Paraguay une base militaire dotée de pistes d'aviation suffisamment longues pour permettre le décollage et l'atterrissage ... des bombardiers géants B52 !

Facettes d'une même politique, l'occupation de l'Irak, les menaces contre l'Iran, la répression en Palestine, la présence de troupes étrangères en Haïti et les bases US en Amérique du Sud, ne contribuent nullement à plus de sécurité pour les peuples de la planète ! Au contraire, elles sont une menace pour leur liberté !
